

Maison Relais Schoulkauz
Service d'éducation et d'accueil

21, a Millefeld
L-9776 Wilwerwiltz

T +352 26 91 25 50
F +352 26 91 25 96
direction.rkau@elisabeth.lu
www.elisabeth.lu

CONTRAT D'ACCUEIL

- Conformément à l'article 10 de la loi ASFT -

Entre les deux parties soussignées

(Nom de la personne ayant l'autorité parentale et ayant souscrit le chèque-service accueil)	
ci-après dénommé « le représentant légal »	
demeurant à _____	(adresse du représentant légal)
agissant en sa qualité de représentant légal	
de l'enfant, _____	(Nom, prénom, matricule de l'enfant)

et

<p>ANNE asbl, association sans but lucratif, avec siège social à L-1840 Luxembourg, 24 bd Joseph II, agissant en sa qualité de gestionnaire du service d'éducation et d'accueil «Maison Relais Schoulkauz»(appelé SEA), et représentée par THILL Marc, chargé de direction et par THEISSEN Annick, chargé de direction adjointe ci-après dénommée «le gestionnaire»</p>

a été conclu l'accord suivant:

Article 1: Objet du contrat

Le présent contrat a pour but de régler les relations entre signataires du présent contrat en vue d'une organisation cohérente des prestations prévues pour les services d'éducation et d'accueil.

Le gestionnaire fournit les prestations suivantes tendant à:

- ☒ la détente et le repos
- ☒ une restauration équilibrée (petit déjeuner, repas de midi, collation)
- ☒ des activités d'animation et d'initiation culturelle, musicale, artisanale, artistique, motrice et sportive
- ☒ des activités favorisant le développement social, affectif, cognitif, linguistique et psychomoteur de l'enfant
- ☒ des activités favorisant l'intégration de l'enfant dans son environnement social et local
- ☐ des études surveillées consistant à offrir aux enfants scolarisés un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal.

Ces prestations seront adaptées à l'âge de l'enfant et prestées dans une attitude de Bienveillance. Elles sont assurées lors des heures d'ouverture publiées sur le site internet du gestionnaire et affichées au sein du SEA.

Article 2: Durée du contrat

2.1. Conditions d'admission

L'enfant est admis au SEA à partir du pour la durée de l'année scolaire en cours (jusqu'au 14.09).

En principe, l'inscription de l'enfant au sein du SEA, est valable dans le cadre des possibilités des prestations offertes, pour toute la durée où l'enfant remplit une des conditions suivantes (cochées):

- ☐ l'enfant habite la commune du SEA
- ☐ l'enfant habite une des communes voisines du SEA
- ☐ l'enfant fréquente l'école publique de la commune du SEA
- ☐ un des parents travaille dans l'entreprise (Maison Relais Schoulkauz)
- ☐ un des parents travaille dans la commune du SEA.

L'admission de l'enfant se fait selon les critères prioritaires suivants:

1. les familles monoparentales ayant un emploi rémunéré
2. les familles où les deux parents ont un emploi rémunéré
3. les familles défavorisées ou présentant un besoin spécifique
4. les enfants à besoin spécifique bénéficiant d'une mesure d'inclusion scolaire
5. les enfants dont une fratrie fréquente déjà le service d'éducation et d'accueil.

2.2. Résiliation du contrat

a. Par le représentant légal

Moyennant un préavis d'un mois, le représentant légal peut résilier le contrat d'accueil à tout moment et sans indication de motif avec effet au 1^{er} du mois suivant.

La notification de la résiliation au gestionnaire n'est valable que si elle est faite **par écrit** moyennant la fiche de résiliation (Annexe 9) **et envoyée par lettre recommandée à l'adresse du SEA (21, a Millefeld, L-9776 Wilwerwiltz).**

b. Par le gestionnaire

Moyennant un préavis d'un mois, le gestionnaire peut résilier le contrat d'accueil par lettre recommandée avec effet au 1^{er} du mois suivant:

- si l'enfant ne remplit plus les conditions d'admission (article 2.1.)
- en raison de l'état de santé de l'enfant, de son comportement ou de son intégration dans le groupe
- en cas de pénurie de places d'accueil
- en cas de réduction du personnel
- en cas de modification essentielle de l'objet du SEA
- en cas de fermeture du SEA.

Le gestionnaire peut dénoncer avec effet immédiat le contrat par lettre recommandée si:

- le représentant légal manque gravement ou de façon répétée aux obligations contractuelles (article 4) ou aux dispositions du règlement de collaboration
- le représentant légal refuse le paiement des prestations fournies, malgré un ou plusieurs rappels écrits de la part du gestionnaire
- par cas de force majeure, si le fonctionnement d'un groupe ou du service est rendu impossible.

Article 3: Modification du contrat

Sans préjudice des dispositions de l'article 2 ci-dessus, toute modification ou complément du présent contrat doit faire l'objet d'un avenant signé en bonne et due forme par les deux parties.

En cas de non-validité d'un article de ce contrat, la validité des articles restants n'est d'aucune façon entamée.

Le non-fonctionnement d'un élément particulier n'affectant pas de façon substantielle les dispositions du présent contrat, n'accorde au représentant légal aucun droit de différer ou de refuser le paiement du prix d'accueil; par ailleurs, il n'affecte pas la validité du présent contrat.

Le présent contrat est soumis aux dispositions légales du Grand-Duché de Luxembourg et à défaut aux usages locaux.

Article 4: Obligations du gestionnaire

4.1. Prestations

Pendant les périodes d'ouverture, le gestionnaire s'engage à assurer selon une planification prévue à l'avance et correspondant à l'inscription de l'enfant, les prestations décrites à l'article 1.

Ces obligations sont suspendues pendant les périodes où l'enfant n'est pas sous la responsabilité de l'institution: p.ex. les périodes de maladie au domicile de l'enfant, les trajets depuis le domicile de l'enfant à l'institution et vice-versa, des manifestations où l'institution n'offre pas un encadrement, etc.

4.2. Intervention en cas de maladie

Le SEA n'offre pas de prestations pour les enfants malades. Le personnel contactera les parents au cas où l'enfant tomberait malade au SEA au cours de la journée. Pendant la durée du séjour de l'enfant au SEA, l'appréciation de l'état de santé et de bien-être de l'enfant reste l'objet de la responsabilité du chargé de direction ou de son représentant.

Le chargé de direction pourra décider d'effectuer toute intervention qu'il juge nécessaire pour assurer le bien-être de l'enfant. En cas d'intervention d'urgence respectivement d'une hospitalisation, les parents seront informés dans les meilleurs délais.

4.3. Risques couverts et responsabilités du gestionnaire

Le gestionnaire souscrit les assurances suivantes:

- une assurance responsabilité civile
- une assurance accident pour les enfants de moins de trois ans.

Le gestionnaire décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol de bijoux, d'espèces, de vêtements ou d'autres objets personnels.

4.4. Trajet

Le gestionnaire veille à n'autoriser que les personnes signalées sur la fiche de renseignements (Annexe 4) à récupérer l'enfant au SEA.

Article 5: Obligation du représentant légal

5.1. Admission

L'admission de l'enfant devient effective avec la signature du présent contrat d'accueil.

Le représentant légal s'engage à transmettre au SEA avant la signature du contrat d'accueil les documents suivants dûment complétés et signés:

- la cession (Annexe 1)
- la domiciliation (Annexe 2)
- le règlement de collaboration (Annexe 3)

- la fiche de renseignements ainsi qu'une copie de la carte d'identité des personnes autorisées à venir chercher l'enfant. (Annexe 4)
- la fiche de santé de l'enfant (Annexe 5)
- le certificat de travail des parents (Annexe 8).

5.2. Inscription

L'inscription se fait sur base des plages horaires prédéfinies (modules). Le représentant légal s'engage à transmettre au gestionnaire SEA pour la date mentionnée sur la fiche respective:

- la fiche d'inscription annuelle (Annexe 11)
- la fiche d'inscription mensuelle à la fin du mois précédant l'inscription en question pour la date indiquée sur la fiche (Annexe 10).

5.3. Etat de santé

Le représentant légal s'engage:

- à informer le SEA des traitements médicaux, maladies, allergies ou handicaps éventuels de l'enfant
- à remettre le formulaire «autorisation parentale - administration de médicaments» (Annexe 6) et une ordonnance médicale, s'il désire autoriser le personnel du service à administrer des médicaments à l'enfant. Le SEA se réserve le droit de refuser l'administration du médicament et d'en informer le représentant légal
- à venir chercher l'enfant malade dans les meilleurs délais
- à prendre en charge les frais relatifs suite à une intervention d'urgence auprès de l'enfant.

5.4. Modification et annulation de présences

Le représentant légal s'engage:

- à respecter les modules d'inscription marqués sur la fiche de présence
- à signaler dans les meilleurs délais au SEA, mais au plus tard pour 08h00 le jour même, toute absence de l'enfant.

Toute modification des inscriptions doit être signalée par écrit à l'avance. Les modifications ne peuvent être acceptées que dans les limites des disponibilités du module respectif.

5.5. Participation financière

La participation financière mensuelle du représentant légal est fixée sur base des principes prévus par:

- ☐ le règlement grand-ducal du système chèque-service accueil
- ☐ l'entreprise (Maison Relais Schoulkauz)

et selon les modalités prévues pour les modules respectifs.

La facturation des prestations commandées par le représentant légal se fait sur base:

- des modules réservés
- des repas de midi
- des présences supplémentaires
- des modules de la phase d'adaptation pour enfants de moins de 4 ans et convenus à l'avance entre le représentant légal et le SEA.

Sont exempt de facturation:

- les repas annulés au plus tard avant 08h00 le jour-même
- les inscriptions annulées avant le 18 du mois précédant
- les journées d'absence pour maladie, avec certificat à remettre au plus tard à la fin de la semaine.

Le paiement se fera obligatoirement par ordre de domiciliation auprès d'un établissement financier luxembourgeois.

5.6. Trajet

Les déplacements dans le cadre de l'accès au SEA respectivement au retour au domicile de l'enfant sont sous la responsabilité du représentant légal. Uniquement les enfants dont le représentant légal a signé une autorisation parentale (Annexe 7), peuvent se déplacer seuls entre les différents sites.

Le représentant légal peut autoriser toute autre personne âgée d'au moins 15 ans à récupérer son enfant au SEA. Cette personne doit être signalée sur la fiche de renseignements (Annexe 4).

5.7. Collaboration

Le représentant légal s'engage:

- à observer le règlement de collaboration en vigueur (Annexe 3)
- à collaborer activement avec le gestionnaire respectivement le SEA
- à être titulaire d'une assurance responsabilité civile pour l'enfant
- à participer activement à la phase d'adaptation de l'enfant au SEA
- à confier l'enfant à un agent éducatif lors de son arrivée au SEA
- à informer l'agent éducatif de service lors du départ de l'enfant du SEA.

Article 6: Plate-forme de Coopération

En cas de désaccord concernant l'interprétation du présent contrat, le représentant légal peut faire appel à la plate-forme de Coopération, prévue à l'article de la Convention signée entre le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et l'ANNE asbl et l'Administration Communale.

(pour adresse : ANNE asbl – siège social : 24 bd Joseph II à L-1840 Luxembourg)

Article 7: Protection des données personnelles

Le SEA informe le représentant légal que les informations demandées par l'intermédiaire des fiches d'inscription et autres questionnaires sont consignées dans une base de données respectivement un dossier électronique.

Les données ainsi stockées sont nécessaires au bon déroulement du travail du service.

Le représentant légal sera régulièrement invité à mettre à jour ou à vérifier ces données. Elles seront détruites, conformément à la législation, dès qu'elles n'auront plus de raison d'être et au plus tard après 10 ans.

Conformément à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, le représentant légal dispose du droit d'accès, de rectification et d'opposition de ces données.

Le représentant légal est conscient et consentant que l'enfant peut, pendant son séjour au service, être pris en photo, vidéo soit à l'intérieur, soit en dehors de l'enceinte du service et que des publications éventuelles de ce matériel audio-visuel ne sont pas exclues.

Article 8: Cession

A défaut de paiement, le représentant légal, cède, par la présente et selon les dispositions légales en matière de saisie, les allocations familiales respectivement la partie légale de son salaire au gestionnaire pour couvrir les créances impayées. Les frais de recouvrement seront à charge du représentant légal.

Article 9: Signature

Chaque partie affirme avoir reçu un exemplaire du présent Contrat et des documents énumérés sous « annexes » qui font partie intégrante du présent contrat. Les parties déclarent en comprendre les dispositions et s'engagent à les respecter

Le présent contrat est établi en autant d'exemplaires que de parties concernées.

Lieu _____, le ____ / ____ / ____

<div style="text-align: center;">_____ (représentant légal)</div>	
<div style="text-align: center;">_____ (Chargée de direction adjointe)</div>	<div style="text-align: center;">_____ (Chargé de direction)</div>

Annexes :

- Annexe 1 : Cession
- Annexe 2 : Ordre de domiciliation
- Annexe 3 : Règlement de collaboration
- Annexe 4 : Fiche de renseignements
- Annexe 5 : Fiche de santé
- Annexe 6 : Autorisation parentale «administration de médicaments»
- Annexe 7 : Autorisation parentale «déplacement autonome»
- Annexe 8 : Certificat de travail des parents
- Annexe 9 : Fiche de résiliation du contrat d'accueil
- Annexe 10 : Fiche d'inscription mensuelle
- Annexe 11 : Fiche d'inscription annuelle
- Annexe 12 : Fiche de modification des inscriptions